

➤ À partir d'une lecture attentive de ce texte, extrait de la revue *Politique internationale*, vous montrerez comment il mobilise les quatre disciplines de la spécialité : histoire, géographie, géopolitique et science politique.

A priori, la pandémie comme les autres enjeux communs comme le climat et le cyber devraient renforcer le multilatéralisme puisqu'il n'y a qu'« une seule santé mondiale : hors de l'action collective, point de salut ». Et pourtant, ce n'est pas le cas. Il n'a échappé à personne que « les principales réponses à la pandémie ont été nationales ou même infranationales, pas internationales ». En dépit du fait que « la pandémie fait peser une menace importante sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales », comme l'a rappelé le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres, il a fallu attendre le 9 avril pour que le Conseil de sécurité se réunisse, sans résultat. L'entêtement de Washington à vouloir parler d'un « virus chinois » a empêché l'émergence d'un consensus. Cinq jours plus tard, les États-Unis suspendaient leur contribution à l'OMS, dont ils étaient les premiers donateurs, avant d'annoncer le 29 mai leur retrait de cette organisation.

Ce n'est pas le relatif renforcement des États qui est responsable de la désagrégation progressive du multilatéralisme. Après tout, comme le rappelle Justin Vaïsse, « la souveraineté n'empêche pas le multilatéralisme, mais le rend possible ». C'est plutôt la montée des tendances autoritaires, nationalistes et populistes, et surtout l'attitude de certains acteurs clés, dont les États-Unis. Là encore, rien de nouveau : « les États-Unis ont toujours été réticents à confier leurs intérêts à des institutions multilatérales ». C'est l'une des manifestations de l'exceptionnalisme américain, qui à bien des égards est devenu un « exemptionnalisme », une habitude de s'exempter d'un certain nombre de normes de la société internationale. Trump a accéléré cette tendance, en retirant les États-Unis de plusieurs traités et organisations, dont l'accord de Paris sur le climat, l'UNESCO, le Pacte mondial sur les migrations, l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien, le Traité sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI) ou encore le traité Ciel ouvert. Le G7 est également mal en point : le sommet prévu fin juin aux États-Unis a été annulé et l'objectif de Washington semble être de remettre en cause ce format qu'il estime obsolète, en y faisant notamment entrer la Russie, ce à quoi les autres membres s'opposent. En quelques années, Trump a aussi contribué à fragiliser l'OTAN (il n'est pas le seul, la Turquie a fait sa part), au point que l'hypothèse d'un retrait américain, en cas de second mandat, ne peut plus être totalement exclue et causerait *de facto* la fin de l'Alliance.

Cependant, la crise est antérieure à l'anti-multilatéralisme de Trump, qui n'a fait que l'accentuer. La pandémie a été la confirmation plutôt que le révélateur d'un « monde post-américain » dont on parlait déjà depuis une douzaine d'années. Elle a permis à la Chine de s'engouffrer dans la brèche, se positionnant « comme le pays garant du multilatéralisme et celui qui va le sauver », ce dont personne n'est dupe. La Russie et la Chine ont aussi beaucoup fait pour détricoter l'ordre international « libéral », précisément parce qu'elles le voient comme un ordre « occidental » à corriger à leur avantage. Leur obstructionnisme sur certains dossiers au Conseil de sécurité a contribué à la crise de légitimité de cet organe. D'une manière générale, la crise du multilatéralisme est due à des raisons structurelles, l'absence de *leadership* n'étant que l'une d'entre elles. Il y a aussi le morcellement du pouvoir (il y a davantage d'États, davantage d'États qui comptent et aussi davantage d'acteurs non étatiques), la montée des nationalismes et les échecs de la sécurité collective dont témoignent notamment les crises matricielles en Afrique et au Moyen-Orient. La pandémie n'est qu'une nouvelle accélération, un nouvel assaut sur un multilatéralisme déjà bien affaibli.

Ces difficultés empêchent de croire à la possibilité d'un nouveau contrat social global, comparable à celui qui a suivi la Seconde Guerre mondiale avec la création de l'ONU — hypothèse sur laquelle reposent aujourd'hui les espoirs de ceux qui appellent à un « nouveau monde ». Cela n'arrivera pas, d'une part parce que le choc est moins violent (les pandémies précédentes, dont celle de la grippe espagnole de 1918 qui a fait entre 50 et 100 millions de morts, n'ont pas non plus « mis fin à la rivalité entre grandes puissances ni inauguré une nouvelle ère de coopération mondiale »); et d'autre part parce que les conditions d'un consensus ne sont plus réunies pour les raisons susmentionnées (absence de *leadership*, anti-multilatéralisme de Trump et obstructionnisme russe et chinois). en somme, comme le résume Nicolas Tenzer, « le monde ne sera pas plus enclin à la paix et à la coopération tout simplement parce qu'il y aura toujours des régimes qui ne le souhaiteront pas ».

Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER, « Il n'y aura pas de monde d'après », *Politique internationale*, n° 168, été 2020. http://jbjv.com/IMG/pdf/JBJV_2020_-_Il_n_y_aura_pas_de_monde_d_apres.pdf